

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 novembre 2012

FINANCEMENT SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2013 - (N° 415)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 127

présenté par

M. Tian, M. Hetzel, Mme Le Callennec, Mme Boyer, M. Verchère et M. Vitel

ARTICLE 23

I. – À la fin de l’alinéa 2, substituer au montant :

« 3,60 € »

le montant :

« 1,80 € ».

II. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 3, substituer au montant :

« 7,20 € »

le montant :

« 3,60 € ».

III. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 4, substituer au au montant :

« 3,60 € »

le montant :

« 1,80 € » ;

IV.– En conséquence, à la fin de l’alinéa 5, substituer au montant :

« 3,60 € »

le montant :

« 1,80 € ».

V. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 6, substituer au montant :

« 3,60 € »

le montant :

« 1,80 € ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à diminuer la hausse des droits d’accises sur la bière de 150 à 75 %.

De nombreux députés de toutes tendances politiques se sont déclarés « consternés » par la décision du gouvernement d’augmenter de 150 % les droits d’accises sur la bière, mesure dont le rendement est évalué à 480 millions d’euros, et qui fait « gagner » 12 places à la France dans le classement européen en termes de poids de la fiscalité sur la bière

En effet, cette mesure aura des conséquences néfastes à l’encontre d’une filière traditionnelle d’excellence qui fait vivre 71.000 emplois directs et indirects, de l’agriculteur d’orge brassicole, aux brasseries en passant par différents distributeurs : cafés, hôtels et restaurants.

Étonnamment l’étude d’impact annexée est muette sur les conséquences économiques de la mesure sur le secteur. Or, la dernière augmentation du droit d’accise de la bière avait entraîné une baisse de 7 % des ventes de bière et selon le délégué général des Brasseurs de France, une baisse de 20 % du chiffre d’affaires des cafés et bistros.

Une nouvelle fois, les « bistros » et lieux de convivialité seront les premiers affectés par les conséquences de cette mesure car il y aura une réorientation de la façon de consommer, à l’instar de ce qui s’est passé en matière de tabac où les buralistes en milieu rural ont été les plus touchés par la hausse de la fiscalité du tabac. Les grandes surfaces vont évidemment bénéficier de la réorientation des consommateurs vers les l’achat de packs de bière.

Cette mesure va frapper de plein fouet les cafetiers des zones rurales et des petits quartiers, qui ont fait l’effort de diversifier leurs métiers en vendant du pain, des billets de train ou en faisant office de bureau de poste pour pouvoir se maintenir. Avec cette mesure, c’est aussi la revitalisation du territoire qui est mise en danger.